

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD

Lieu dit Les Planeaux
24800 Thiviers

Références : DiPa/UbD 24-47/061/2026
Code AIOT : 0005205949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD implanté Nissaud haut, La Sanade, Le Palent 24560 Plaisance. L'inspection a été annoncée le 30/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle commun programmé avec l'unité départementale 24 de la DREAL Nouvelle-Aquitaine - UD24/47 (Didier Pagès, inspecteur des installations classées) et le Service Patrimoine Naturel, SPN (Vanessa RISPAL, inspectrice de l'environnement) de la DREAL NA.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD

- Nissaud haut, La Sanade, Le Palent 24560 Plaisance
- Code AIOT : 0005205949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 18 octobre 2022, autorise la société SA CALCAIRES ET DIORITES DU PERIGORD à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur la commune de Plaisance, jusqu'au 18 octobre 2030.

Le tonnage maximal annuel de matériaux extraits autorisé est égal à 80 000 tonnes/an avec une moyenne de 50 000 tonnes/an. L'effectif, pour l'ensemble du site, est de six personnes dont trois affectées à l'exploitation de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 2.1.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
2	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 4.4.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 6.2.3	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a d'abord consisté en une réunion afin d'examiner les suites données à la dernière inspection et se faire présenter les documents et justificatifs de suivi des installations exigés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Dans un deuxième temps, une visite de la zone d'extraction a

été organisée, pour vérifier les activités exercées et les dispositifs mis en place pour satisfaire aux prescriptions susvisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 2.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025
Prescription contrôlée : <u>Travaux préalables :</u> <ul style="list-style-type: none">• Mise en place d'une clôture en périphérie de la surface exploitable de l'extension transparente aux déplacements de la petite faune et, de panneaux de signalisation associés ;• Création de la piste de liaison entre l'extension et l'installation de traitement des matériaux, de la zone des infrastructures ;• Déplacement de la ligne électrique en limite ouest du périmètre de l'extension en accord avec le gestionnaire de la ligne ;• Décapage de l'ensemble de la surface de l'extension, réutilisation d'une partie de la découverte pour la réalisation des merlons en bordure de périmètre et le long de la piste de liaison, dont les caractéristiques et les emplacements ont été définis par l'étude acoustique, et stockage du reste de la découverte dans la zone des infrastructures ;• Exploitation de la première tranche du gisement jusqu'à la cote 113 m NGF environ.
Constats : <u>Suites du constat n°4 - Inspection du 21/11/2024</u> <p>Les mesures prises pour prévenir toute interférence avec la ligne traversant l'emprise d'exploitation sont observées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le couloir EDF ne doit faire l'objet d'aucune exploitation ni d'aucune intervention (création de merlon, stockage de stériles ou de matériaux, passage d'engins...). Les mesures prises pour éviter toute interférence avec la ligne électrique, qui traverse l'emprise du site sont, à minima : <ul style="list-style-type: none">- de respecter une distance minimale de 10 m entre les axes des supports et le bord supérieur du front d'exploitation, avec le maintien d'un tronc de pyramide non exploitable au-delà, tel que

<p>l'équilibre des terrains ne soit pas compromis ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accès au support sera maintenu depuis l'extérieur du site, par des chemins carrossables pour des véhicules de chantier d'une largeur minimale de 6 m ; - les engins ne s'approche pas à moins de 5 mètres des câbles conducteurs sous tension; <p>Le document unique d'évaluation des risques doit être mises à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux de surface
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures, en place, consistent à recueillir les eaux de ruissellement par l'intermédiaire d'un réseau interne de collecte, régulation et décantation.</p> <p>La majeure partie des eaux recueillies sont réutilisées pour les besoins du site (arrosages, abattage des poussières, circuit de lavage des roues des camions de transport).</p> <p>Dans le périmètre de la zone d'extraction actuelle et celui de son extension, les eaux de ruissellement de surface d'origine pluviale sont recueillies au niveau de l'un des points bas des zones d'extraction, où elles subissent une infiltration lente sans rejet vers l'extérieur.</p> <p>L'aire de lavage des engins est aménagée dans le prolongement Est de l'atelier. L'eau nécessaire aux opérations de lavage provient du réseau collectif. La consommation d'eau correspondante est de 100 m³ par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les grilles regard des eaux de ruissellement sont entretenues et dégagées de toutes végétation. Cependant, la note / étude technique concernant le bon fonctionnement et dimensionnement des bassins n'a pas été réalisée.</p> <p>Ces éléments seront transmis dans les 3 mois à compter de la réception du rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser, sous 3 mois, les actions correctives qu'il compte mettre en place pour lever les écarts constatés au moment de la visite. Une note technique présentant les calculs de</p>

<p>lever les écarts constatés au moment de la visite. Une note technique présentant les calculs de bon dimensionnement des bassins est attendue.</p> <p>Les bassins, grilles, regards doivent être entretenus régulièrement et particulièrement après chaque incident. Ces opérations de contrôle, d'entretien et de nettoyage sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La carrière de Plaisance est munie de 4 piézomètres permettant de suivre l'évolution de la qualité et de la profondeur de la nappe souterraine superficielle.</p> <p>Des mesures du niveau piézométrique de la nappe souterraine doivent être effectuées régulièrement, au moins deux fois par an en période de hautes et de basses eaux. L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les paramètres définis ci-après : pH, potentiel d'oxydo-réduction, DCO, hydrocarbures totaux. L'ensemble des résultats est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des analyses sont effectuées deux fois par an sur l'ensemble des paramètres indiqués à l'article 4.4.2.</p> <p>Le rapport, suivi tableau excel, ne présente pas de non-conformité. Il est à noter des assecs fréquents dans les piézomètres. Le suivi du paramètre MES doit être réalisé lors des prochains contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les éléments de surveillance 2025 seront transmis dans les 3 mois à compter de la réception du rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise la signature du présent arrêtée puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode</p>

définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Constats :

Suite constat n°8 - Inspection du 21/11/2024

Le rapport du BE EMCCEM présente les résultats de la campagne de mesure réalisée les 11 et 12 octobre 2023. Les émergences constatées en période diurne aux points de mesure A, B et E sont conformes. L'émergence constatée sur les points C et D ne respectent pas la réglementation.

Les niveaux de bruit ambiant diurne relevés sur les points 1, 3, 4 et 5 en limite d'emprise autorisée sont conformes. Le niveau de bruit ambiant diurne relevé sur le point 2 ne respecte pas cette réglementation.

Un contrôle des niveaux sonores à été effectué en 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection les résultats et l'interprétation de ces mesures dans les 3 mois à compter de la réception du rapport, accompagnées de commentaires sur les travaux réalisés en cas de résultats non-conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois